

Cluzel (LREM) jette l'éponge et rallume le feu chez LR

En annonçant – pour la seconde fois – le retrait de sa liste, et en apportant dans la foulée son soutien à Renaud Muselier, la candidate En Marche crée la confusion à droite.

Partir, revenir... Cette campagne ressemble de plus en plus à un mauvais remake d'un film de Lelouch. Sophie Cluzel a indiqué hier soir qu'elle ne présenterait finalement « pas de liste » de la majorité présidentielle pour les régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur. La secrétaire d'État aux personnes handicapées avait été mise sur la touche une première fois le 2 mai. Le Premier ministre Jean Castex avait annoncé lui-même le retrait de sa liste au profit de celle de Renaud Muselier. Sophie Cluzel était revenue dans le jeu trois jours plus tard, affirmant – à la surprise générale – qu'elle « restait candidate de la majorité présidentielle » et que celle-ci serait « représentée au premier tour des régionales » le 20 juin.

« Loin des attitudes politiciennes »

Mais en politique comme en amour, les vérités d'un jour sont rarement celles du lendemain. La candidate justifie ce nouveau revirement en apportant son « soutien » à la liste conduite par Renaud Muselier (LR).

"[Il] a su entendre nos préoccupations et su bâtir une liste de rassemblement, autour de compétences régionales où nos valeurs sont représentées », assure la secrétaire d'État. Se disant « loin des oukases parisiens et des attitudes politiciennes de certains », elle prône « le dépassement des clivages dans le seul intérêt des habitants de notre région. Je souhaite que les lignes directrices de ma campagne perdurent car elles sont fondatrices de la région de demain : apaise-



« Renaud Muselier a su entendre nos préoccupations », assure Sophie Cluzel. (Photo Sophie Louvet)

ment, audace et proximité doivent être les maîtres mots de la prochaine mandature ».

Renaud Muselier a assuré mercredi qu'il n'y aurait pas Sophie Cluzel sur sa liste, mais d'autres membres de LREM qui ne sont « ni ministre, ni député, ni sénateur ». Il a fait savoir, dans la foulée, qu'il n'y aurait pas davantage

de parlementaires issus de sa propre famille politique : « Je veux des élus 100 % engagés pour la Région, loin des débats nationaux. »

Psychodrame

Les régionales en Paca font l'objet d'un bras de fer politique autour d'une éventuelle alliance entre

LREM et LR, redoutée par l'appareil LR qui dénonce une manœuvre opportuniste visant à l'affaiblir, notamment en vue de la présidentielle de 2022.

Le choix de « l'ouverture », assumé par Muselier, a provoqué un véritable psychodrame au sein des Républicains, qui avaient finalement maintenu leur soutien en

échange de l'assurance qu'il n'y aurait « aucun accord avec LREM ». Après une réunion particulièrement houleuse à Paris, deux témoins locaux de LR, le maire de Toulon Hubert Falco et celui de Nice Christian Estrosi, ont claqué la porte du parti.

« Muselier devient le candidat En Marche »

Avant-hier soir, plusieurs parlementaires Républicains ont de nouveau réclamé le retrait de l'investiture accordée à Muselier. Parmi eux : le patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau, et le député azuréen Éric Ciotti.

Ce dernier a vigoureusement réagi, hier soir, à l'annonce du retrait de Sophie Cluzel. « Le piège se referme, a-t-il grondé sur Twitter. Le pont de l'Ascension ne masquera pas la réalité d'une alliance contre-nature préparée par l'Élysée. Une trahison de notre famille politique et le sacrifice de notre région pour les ambitions politiciennes de quelques-uns. » Sa conclusion est sans appel : « Renaud Muselier devient le candidat d'En Marche ».

C'est dans cette ambiance extrêmement tendue que le président sortant de la région Paca, à la recherche de la meilleure formule pour battre le Rassemblement national, doit dévoiler ses têtes de listes cet après-midi à Marseille. Selon deux sondages publiés mardi, la liste RN conduite par Thierry Mariani (ex-LR) arriverait en tête du premier tour et, pour la première fois, du second tour le 27 juin en cas de triangulaire, devant la liste de Muselier.

LIONEL PAOLI
(avec AFP)